

Une transformation fondamentale semble s'être produite dans le système commercial international au cours des dernières années.

Les pays de l'Asie et du Pacifique se sont entendus pour instaurer une zone de libre-échange entre leurs économies développées d'ici 2010 et entre leurs économies en voie de développement d'ici 2020.

Il y a quelques semaines, les pays des Amériques, réunis à Miami, fixaient à 2005 la naissance de leur zone de libre-échange. Quand on sait que quatre membres de ce futur bloc commercial des Amériques sont également membres du bloc de l'Asie-Pacifique, les chances d'une convergence entre les deux blocs paraissent élevées.

Simultanément, l'Europe entreprend sa propre expansion vers l'est — tout en observant avec inquiétude le dynamisme de l'Asie et des Amériques.

Quelque chose de fondamental est en train de se produire dans le système commercial international, parce que quelque chose de fondamental s'est déjà produit dans l'économie mondiale.

La révolution technologique engagée depuis la Deuxième Guerre mondiale a jeté les bases d'une économie planétaire. Lorsque les moyens de production — le capital, l'investissement et la technologie — amorcent un mouvement à l'échelle mondiale, alors doit survenir tôt ou tard un mouvement des produits à l'échelle mondiale.

Donc, d'une certaine manière, la libéralisation des échanges suit, plutôt qu'elle ne précède, l'orientation prise par l'économie. Un tissu compliqué et déroutant d'arrangements commerciaux de portée bilatérale ou régionale, en particulier en Amérique latine, traduit les efforts déployés par les gouvernements nationaux pour s'adapter à un système économique de plus en plus international.

Les structures internationales elles-mêmes se voient forcées d'évoluer. Le GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce], institué après la Deuxième Guerre mondiale, avait pour fonction d'orchestrer les relations commerciales internationales entre les économies nationales. Mais les économies nationales voient disparaître peu à peu leurs frontières. L'enjeu aujourd'hui, c'est d'établir les mécanismes et les superstructures qui permettront de composer avec des économies dont les dimensions sont régionales ou mondiales.

De fortes pressions s'exercent encore sur les gouvernements nationaux en faveur d'une attitude mercantiliste, en particulier dans le domaine de la haute technologie. Pourtant, ironiquement, il s'agit là des secteurs qui sont les moins susceptibles de contraintes nationales. Les gouvernements peuvent empêcher le bois d'oeuvre ou l'acier de traverser les frontières; ils ont peu